

B i b l i o t h è q u e
des
**SCIENCES
HUMAINES**

Six manières d'être européen

Essais réunis par

DOMINIQUE SCHNAPPER

et

HENRI MENDRAS

nrf
Éditions Gallimard

Ce livre est issu du colloque organisé par
Jean-Michel Carlo, président de Young & Rubicam France
Regional Chairman
de Young & Rubicam Advertising Worldwide
à l'occasion du XXV^e anniversaire de Young & Rubicam France :
« Convergences et divergences culturelles en Europe occidentale »

les 27, 28 et 29 novembre 1989 au
Cercle de l'Union interalliée, à Paris.

Ce colloque s'est tenu sous l'égide de la Société Tocqueville
et ce livre constitue le tome XI de
The Tocqueville Review/La Revue Tocqueville

PRÉSENTATION

*Ce livre est né de la collaboration entre Young & Rubicam France et des universitaires. Il est trop rare dans notre pays que des hommes d'entreprises sollicitent les spécialistes des sciences sociales pour réfléchir en commun. Le 25^e anniversaire de Young & Rubicam France était l'occasion de cette réunion et, à l'échéance de 1993, le thème s'imposait : *Convergences et divergences en Europe*. Le colloque a réuni des participants des différents pays européens.*

Pour Young & Rubicam, ces vingt-cinq années étaient une pratique de l'Europe au quotidien. Ses dirigeants et ses clients partagent en effet la conviction qu'une communication efficace à l'échelle du continent doit s'intéresser à ce qui, dans la mosaïque des consommateurs, est tendance générale ou particularités. De manière pragmatique, annonceurs et agences optent parfois pour l'homogénéité, parfois pour la spécificité nationale des messages. Au-delà de l'intuition nourrie d'expérience, les choix sont préparés le plus rationnellement possible par des techniciens de mesure ou de vérification. La perspective, désormais proche, de l'unification de la Communauté européenne rend encore plus aiguës ces questions quotidiennes.

Dans les sciences sociales, deux thèses s'affrontent : chaque pays se croit une exception et se plaît à cultiver son exceptionnalisme. Certains pensent que la diversité est irréductible et que nous sommes dupes de l'illusion euro-

péenne. D'autres pensent que l'Europe est en voie d'homogénéisation rapide. Il est facile d'argumenter une diversité évidente, puisqu'elle est non seulement nationale mais aussi régionale : on parle de trois Italie, de deux Angleterre, qui sait de combien de France ou d'Espagne ? La thèse inverse a ses ardents défenseurs qui voient naître partout des classes moyennes, différentes ici et là, mais partageant une même façon de vivre.

Les textes qui suivent n'apportent pas de réponses à la question posée, mais des éléments de réflexion aussi divers que les auteurs. Ces textes sont tous débarrassés de l'appareil critique et des précautions habituelles à l'homo academicus, ils se sont refusés la facilité que donne l'obscurité du langage de bois des sciences sociales. Mais ils n'en sont pas moins fondés sur les résultats de recherches cumulatives menées dans les différents pays. Les recherches comparatives sont encore balbutiantes parce que les classifications statistiques sont marquées par l'histoire sociale et intellectuelle, les taxinomies non congruentes, les partis scientifiques et les orientations théoriques aussi variées que les traditions nationales.

Le dialogue entre universitaires et hommes d'entreprises pourrait s'enrichir s'il y avait une meilleure collaboration entre la recherche dite fondamentale des uns et la recherche dite appliquée des autres. Or, comme chacun sait, elle n'existe pas aujourd'hui en France. Les débats du colloque ont montré à quel point elle pourrait être fructueuse. On trouvera ici deux enquêtes de Young et Rubicam France pour en témoigner.

Le lecteur sera sans doute impressionné par la diversité des points de vue et des univers intellectuels — ce qui n'est pas, pensons-nous, le moindre intérêt de ce livre. Les événements vont si vite, qu'il convient de se rappeler que ces textes ont été écrits en janvier 1990.

Sans Michèle Ollivier, directrice de la communication de Young & Rubicam France, ni le colloque ni le livre n'auraient existé.

Nous tenons à exprimer ici toute notre reconnaissance

à tous les participants et en particulier à Laurence Duboys Fresney qui a assuré le secrétariat scientifique du colloque et la préparation de ce livre.

Jean-Michel Carlo, Dominique Schnapper, Henri Mendras.

Introductions

LE POIDS DE L'HISTOIRE

SERGIO ROMANO

Les rapports nationaux peuvent être lus comme les chapitres d'un grand « voyage en Europe ». Mais le livre qu'ils composent est exactement le contraire de celui que les voyageurs du XVIII^e et du XIX^e siècle écrivaient à la fin de leurs « grands tours ». Dans les voyages anciens, l'observateur passait d'un pays à l'autre en notant attentivement les différences de mœurs et d'institutions publiques. Son regard saisissait, pour le plaisir du lecteur, l'exotique et le bizarre, mais s'attardait en même temps sur tout aspect qui lui paraissait digne d'être imité. Chaque voyageur aurait pu placer en tête de son livre les mots par lesquels Sterne commence le *Voyage sentimental* de Yorick à travers la France et l'Italie : « Cela se fait mieux en France. » Cela signifiait que chaque pays pouvait jeter son regard au-delà de ses frontières pour trouver dans un autre pays européen une réponse à ses questions et la solution de ses problèmes. L'immense littérature de voyage publiée entre le XVIII^e et le XIX^e siècle prouve que les pays d'Europe étaient alors à la fois profondément différents et très semblables. Différents, car le carnaval et les institutions politiques de la république de Venise étaient infiniment plus exotiques aux yeux d'un voyageur anglais ou français que le Japon d'aujourd'hui aux yeux d'un Européen. Semblables, car tout voyageur savait qu'il pouvait transférer d'un pays étranger à son propre pays ce qui était digne d'être imité. Chaque pays d'Europe était singulier,

mais, tous ensemble, ils formaient un patrimoine d'expériences d'où chacun pouvait librement tirer son bien.

Le « voyage en Europe » que nous avons composé avec notre colloque est complètement différent. Nous n'avons pas un seul voyageur, mais autant d'observateurs que de pays. Et, au lieu de ce qu'aurait révélé de différences n'importe quel « grand tour » du passé, nous constatons une ressemblance extraordinaire des pays visités. Sans franchir les frontières de leur pays et sans se consulter, les auteurs des rapports nationaux ont dressé un tableau où s'affirment les convergences. Voici, donc, une première constatation. Le voyage en tant que moyen pour saisir la complexité de l'Europe est beaucoup moins utile qu'il ne l'était autrefois. On sort des frontières nationales pour trouver ailleurs, à peine masqués par une terminologie différente, les problèmes qu'on a laissés chez soi. Comme Ulysse dans un beau poème d'Archibald McLeish, les experts de sociologie comparée finissent toujours par revenir, au bout de leurs voyages, à Ithaque où la même toile les attend, tissée pendant le jour et défaite pendant la nuit : la crise de l'État national et du *welfare state*, le rôle de l'industrie, l'intégration des immigrés, la naissance des patriotismes municipaux, le chômage des jeunes, la criminalité, la drogue, les laissés-pour-compte, la théâtralisation de la vie politique, le rôle de l'information et des moyens de communication dans nos sociétés. Si « unité » signifie des problèmes communs et des solutions communes, l'Europe de l'Ouest n'a jamais été autant unie que dans les années quarante-vingt de ce siècle.

La raison est évidente. Depuis vingt ans, les pays de l'Europe de l'Ouest et tout particulièrement ceux de la Communauté européenne ont mené les mêmes batailles d'une même histoire. Je tenterai de m'expliquer par une comparaison.

À la fin de la Première Guerre mondiale, chaque pays dut résoudre les mêmes problèmes : le retour des soldats, la conversion de l'industrie de guerre et l'intégration des anciens combattants dans la vie civile, les ambitions et les frustrations des classes émergentes, les répercussions de la révolu-

tion d'Octobre et de la crise de Wall Street sur les économies et les sociétés nationales. Mais les pays d'Europe de l'Ouest abordèrent ces problèmes à partir d'un point de départ très différent. La guerre les avait frappés de façon inégale et avait modifié leur statut politique. France, Grande-Bretagne et Italie avaient gagné, mais leur victoire était qualitativement différente. L'Angleterre avait échappé au drame de l'occupation étrangère, tandis que l'Italie et surtout la France en avaient fait une longue et douloureuse expérience. La France réclamait de l'Allemagne le remboursement total des frais et des dommages de guerre. L'Angleterre craignait que la France ne devînt la puissance hégémonique du continent. L'Italie affirmait que le partage des dépouilles, surtout dans la Méditerranée et au Levant, n'avait pas tenu compte de ses attentes. Chacune d'entre elles voyait le présent et l'avenir à travers le prisme des vicissitudes nationales du passé : la guerre franco-prussienne pour la France, les guerres napoléoniennes pour l'Angleterre, les attentes du *Risorgimento* pour l'Italie. Aucune n'était satisfaite des équilibres politiques de l'après-guerre et chacune attribuait aux autres les responsabilités de son mécontentement. L'Allemagne, de son côté, était persuadée que les vainqueurs avaient été injustes et l'Espagne était, à la fin de la guerre, encore plus marginale qu'au début. Si les événements économiques et sociaux que les différents pays durent affronter dans les années suivantes furent semblables, la richesse nationale, le tissu social, le consensus politique, la capacité de réaction et d'adaptation furent, d'un pays à l'autre, très différents. À la fin des années trente, les thèmes dont on discutait en Europe de l'Ouest étaient partout les mêmes : fascisme, communisme, « troisième voie », crise de l'État parlementaire, crise du capitalisme et économie planifiée. Mais chacun de ces thèmes laissait les Européens dans des camps opposés. Il y eut un mouvement fasciste dans plusieurs pays d'Europe, mais le fait même que le fascisme ait fondé un régime dans certains d'entre eux et soit resté un mouvement d'opinion dans les autres prouve qu'il est impossible de parler pour cette période d'une histoire de l'Europe occiden-

tale composée d'histoires parallèles et « harmonieuses ».

Nous pouvons faire des considérations analogues pour le second après-guerre, de 1945 jusqu'à la fin des années soixante. Une fois encore, l'Europe est partagée entre vainqueurs et vaincus, pays libres et pays occupés par des forces étrangères, États ayant une responsabilité mondiale et États régionaux, économies fortes et économies faibles, démocraties expérimentées et démocraties fragiles, systèmes sociaux modernes et systèmes sociaux arriérés. Il est naturel, dans ces circonstances, que chaque pays continue de suivre son chemin et de faire des expériences historiques différentes. L'Italie et l'Allemagne saisissent toute occasion pour se déclarer « européennes » et prêtes à sacrifier leur souveraineté nationale sur l'autel de l'unité européenne. Mais l'« européisme » des vaincus est trop facile et gratuit, quand il n'est hypocrite, pour être déterminant et significatif. La France et l'Angleterre, de leur côté, continuent de vivre leur histoire dans des termes et selon des perspectives nationales. La guerre d'Indochine, l'expédition de Suez, la guerre d'Algérie, la décolonisation britannique et ses crises régionales en Inde, Palestine, Malaisie, Birmanie et Rhodésie, la tentative d'édifier un nouveau Commonwealth sur les ruines de l'Empire, les rapports spéciaux entre Londres et Washington, la création de l'Union française et la dénonciation gaulliste des accords militaires du pacte Atlantique sont autant de chapitres d'histoire française et anglaise.

Le début du changement date de la fin des années soixante. Tous les pays occidentaux de l'Europe continentale traversent une même révolution culturelle et assistent à la naissance de nouveaux acteurs sociaux — les jeunes — qui parlent le même langage, utilisent les mêmes symboles et ont les mêmes idées reçues. En même temps, tous les facteurs qui ont singularisé les histoires nationales commencent à disparaître. Se réduisent d'abord, dans un monde dominé par les superpuissances, les hiérarchies de la Seconde Guerre mondiale et les écarts qui existaient encore à la fin du conflit entre les économies et les systèmes sociaux. Au début des années soixantedix, les nations d'Europe de l'Ouest ont des structures indus-

trielles analogues et sont soumises de la même façon aux deux crises qui marquent la première moitié de la décennie : le flottement du dollar et la hausse du prix du pétrole. En politique étrangère, les desseins internationaux des deux plus grandes puissances européennes se révèlent progressivement dépourvus de fondement. Ni l'Union française ni le Commonwealth ne peuvent prolonger au-delà de l'époque coloniale l'autorité de la France et de la Grande-Bretagne en Afrique et en Asie. Les rapports spéciaux de la Grande-Bretagne avec les États-Unis deviennent au cours de la décennie de moins en moins importants et le « splendide isolement » de la France au sein de l'Otan acquiert, avec le temps, un caractère purement formel. Il y a encore des circonstances où les deux pays obéissent à des motivations nationales et poursuivent des objectifs particuliers : l'intervention française au Tchad et la guerre des Falklands. Il y a d'autres circonstances, comme la crise libanaise, où chaque pays est sollicité par son histoire et sa culture. Mais, dès les années soixante-dix, les pays de la Communauté européenne vivent la réalité internationale de façon analogue. Leurs réactions au conflit arabo-israélien, aux événements d'Amérique centrale et aux transformations du régime soviétique sont différentes dans le style, mais identiques dans le fond. Cela ne signifie pas qu'ils aient décidé de sacrifier ce qui reste de leur souveraineté nationale pour adopter une politique étrangère commune, mais plus simplement qu'ils ont des dimensions et des problèmes analogues, des intérêts convergents.

La réalité des derniers vingt ans a amoindri et, dans plusieurs cas, éliminé les particularités nationales de leur politique étrangère. L'unité est toujours le résultat d'une histoire commune. Les provinces d'un même État sont liées l'une à l'autre car elles ont fait les mêmes guerres, traversé les mêmes dangers, joui des mêmes victoires, subi les mêmes défaites. On pourrait en conclure que les pays de l'Europe communautaire se sont définitivement acheminés sur la route de l'unité et qu'ils auront bientôt une histoire commune, faite des mêmes expériences positives ou négatives, vécues avec les mêmes intérêts et les mêmes attentes. Toutefois, avant d'abou-

tir à cette conclusion, il faut s'arrêter sur la façon dont les différents pays d'Europe occidentale vivent les phénomènes dont il est question dans les rapports nationaux. On citera : la crise de l'État national, la renaissance de phénomènes localistes et de patriotismes municipaux, le triomphe de la société civile ou, d'après la définition proposée par Alain Touraine, de la « vie privée », la crise du *welfare state*, la « dérégulation » administrative de la vie économique. Mais lorsque nous considérons cas par cas les pays européens, nous constatons que, pour chacun d'entre eux, ces changements ont lieu dans des conditions différentes qui en orientent l'évolution et en définissent le caractère. Ces conditions ne sont rien d'autre que l'histoire nationale des différents pays.

Prenons l'Espagne. Victor Perez-Diaz nous explique comment l'économie espagnole s'est ouverte aux rapports avec l'Europe et comment cette ouverture a obligé la classe dirigeante à accepter une réforme du système politique, à laquelle s'opposaient fortement l'Église, les forces armées, les couches dominantes, il y a encore quelques années. Le phénomène qu'il nous décrit est l'un des plus intéressants, surprenants et inattendus de l'histoire du siècle. Faudrait-il en conclure que tout autre pays, dans des conditions analogues, pourrait parcourir le même chemin et que l'exemple de l'Espagne pourrait, dans une certaine mesure, être utile à l'Union soviétique ? Je crains qu'aucun argument économique ne puisse nous expliquer de façon suffisamment convaincante pourquoi ce processus s'est produit en Espagne sans les résistances, les traumatismes et les déchirures qui accompagnent les sorties des dictatures et que rien ne nous autorise à tirer du cas espagnol une loi valable pour d'autres pays. Je pense plutôt que la clé des événements espagnols est dans cette partie du rapport que Perez-Diaz consacre à l'histoire espagnole et à la façon dont les historiens espagnols sont en train de lire et de reconstruire leur passé. Le passé espagnol est soumis au silence plutôt qu'aux dénonciations et tous les héritiers des protagonistes de la guerre civile paraissent s'être mis d'accord pour passer sous silence les aspects les plus trau-

Six manières d'être européen

**Arnaldo Bagnasco, Jean-Claude Casanova,
Pierre Guillet de Monthoux, Henri Mendras,
Victor Perez-Diaz, Sergio Romano,
Dominique Schnapper, Alain Touraine,
Vincent Wright, Wolfgang Zapf,
et enquêtes de Françoise Bonnal
et Philippe Guillée (Young et Rubicam France)**

**Essais réunis par
Dominique Schnapper et Henri Mendras.**

Ce livre est issu d'un colloque que l'agence de publicité Young et Rubicam France a eu l'heureuse initiative d'organiser pour son vingt-cinquième anniversaire sur un thème qui s'imposait : « Convergences et divergences de l'Europe ».

Les sociologues réunis de différents pays ont tous eu le mérite d'échapper au banal dilemme de l'évidente diversité et de la non moins rapide homogénéisation. Ce ne sont pas des verdicts que l'on trouvera ici, mais un ensemble d'analyses et d'informations aussi diverses que leurs auteurs. Chacun conscient du poids de l'histoire, de la force des traditions nationales, des cultures politiques propres à leur pays, mais aussi de la parenté des systèmes de valeurs, des conditions économiques et des évolutions sociales qui font et feront aux nations d'Europe un commun destin.

L'occasion a dû obliger les auteurs, tous de haute qualité scientifique, à renoncer à la langue de bois du spécialiste et au jargon des sciences sociales. Ils ont joué le jeu. Résultat : du modèle suédois au nord à l'invention d'une tradition démocratique en Espagne, au sud, en passant par l'« immuable Angleterre », l'« Allemagne exemplaire », la spécificité de la société française et les « trois Italie », voilà peut-être le premier voyage de sociologie immédiate et comparative digne de devenir le livre de chevet de tout bon Européen.



9 782070 720668



90-XI

A 72066

ISBN 2-07-072066-7

100 FF tc

Extrait de la publication